



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2024

www.initiatives.be
info@initiatives.be



Fédérer.
Entreprendre.
Insérer.

SOMMAIRE

01

Introduction
p.3

02

Présentation
p.4

03

Enjeux &
perspectives
p.10

04

Les missions
p.12

05

Les membres
p.28

06

Contact
p.33

01 Introduction

Comme chaque année, la Fédération Initiatives ES publie son rapport d'activités, présentant les actions menées au cours de l'année écoulée. Ce document constitue un exercice de transparence, de redevabilité et de valorisation, présenté lors de l'assemblée générale ordinaire organisée entre mai et juin.

Les activités décrites s'inscrivent dans le cadre du plan d'action annuel validé par les membres, et de la stratégie définie par le conseil d'administration. Si certaines priorités évoluent au fil du temps, les missions fondamentales de la Fédération – défendre les intérêts de ses membres, les accompagner dans leurs pratiques, et représenter le secteur de l'insertion – demeurent pleinement assurées.

L'année 2024 s'inscrit dans un contexte politique particulier, marqué par les élections régionales et fédérales. Ces scrutins ont ouvert une nouvelle séquence institutionnelle, modifiant les équilibres et orientations politiques, avec des conséquences directes sur les politiques d'emploi, d'économie sociale et d'insertion.

Nous vous souhaitons une excellente lecture.

ELECTIONS
ACCOMPAGNEMENT
STRATEGIE
TRANSITIONS
CONCERTATION
GRAPHIQUES
INDICATEURS-CLES
EQUILIBRE
CONSEILS
MEMBRES
CARTOGRAPHIE
RECOURS
LEGISLATURE
RETOURS DE TERRAIN

02 Présentation

La Fédération

InitiativES est la Fédération wallonne des Entreprises d'Insertion (EI), des Initiatives de Développement de l'Emploi dans le Secteur des Services de proximité à finalité sociale (IDESS) et des Initiatives d'Économie Sociale (IES). Reconnue par la Région wallonne depuis 2006 comme organisation représentative, elle fédère aujourd'hui près de 80 % des EI et 32 % des IDESS actives en Wallonie.

Elle regroupe des structures de toutes tailles, ancrées localement, engagées dans une finalité d'insertion socioprofessionnelle de publics éloignés de l'emploi à travers des activités économiques porteuses de sens.

Les membres de la Fédération participent également à la mise en application des principes fondateurs de l'économie sociale. Ils souscrivent par ailleurs aux valeurs suivantes : solidarité, égalité des chances et des genres, justice sociale, amélioration des conditions de vie et de la dignité humaine, et progrès social.

Membership 2024

102 membres

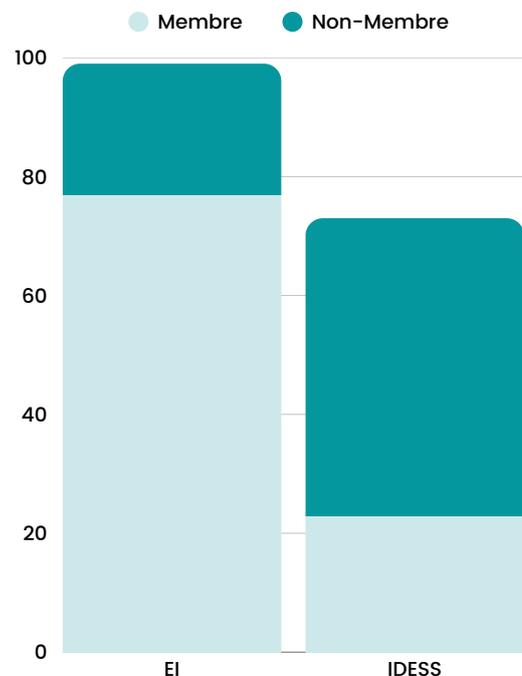
73 Entreprises d'insertion

19 IDESS

4 EI&IDESS

2 Initiatives d'économie sociale

4 Fédérations

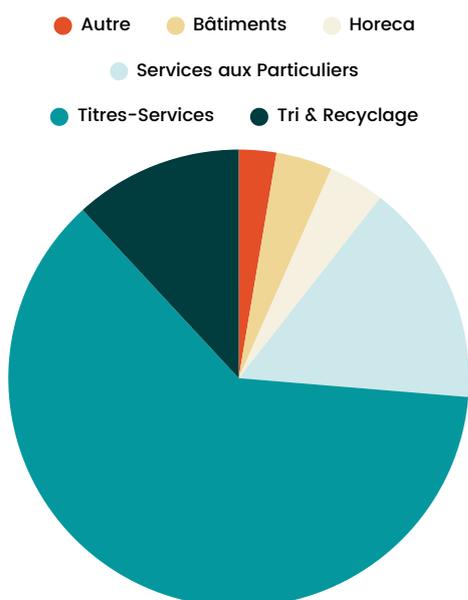


Nos membres et leurs caractéristiques

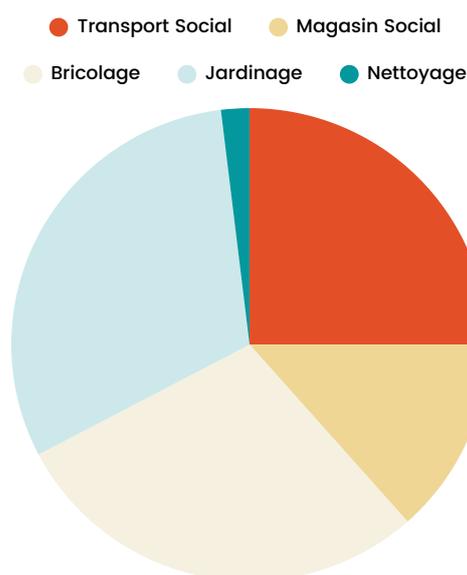
Les membres de la Fédération se distinguent par leur capacité à conjuguer activité économique et mission d'insertion sociale et professionnelle, en s'adressant principalement à des personnes éloignées de l'emploi et peu qualifiées.

Bien que le dispositif IDESS impose certaines limites, les activités économiques développées par l'ensemble de nos membres sont diverses. Qu'il s'agisse du tri et du recyclage, des titres-services, du bâtiment, de l'entretien des parcs et jardins ou encore des services aux entreprises, ils proposent une large palette de biens et services utiles à la société.

Secteurs d'activités des EI



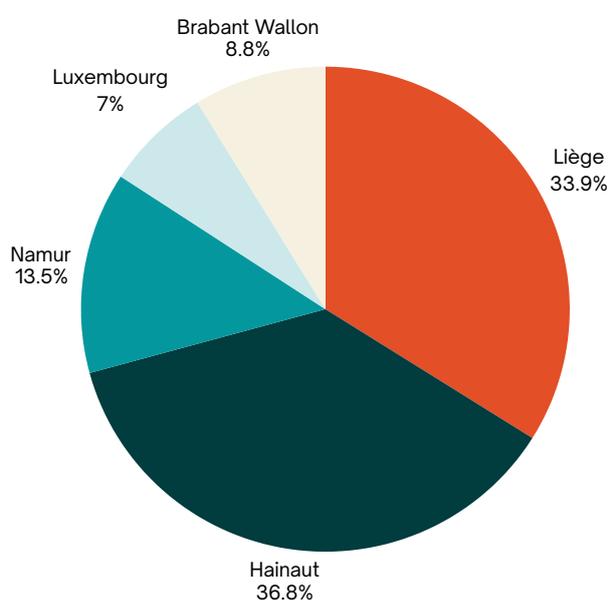
Secteurs d'activités des IDESS



La spécificité de nos entreprises repose sur la mise en place d'un accompagnement social individualisé, complété par des formations adaptées et la participation active des travailleurs à la vie de la structure. À travers divers dispositifs, les structures sont encouragées à créer un cadre de travail propice au développement des compétences techniques et sociales. L'objectif est d'ouvrir des perspectives d'avenir aux travailleurs et de les soutenir dans leur parcours vers la réalisation de leurs aspirations professionnelles.

Nos membres et leurs caractéristiques

Nos membres se distinguent également par leur ancrage local fort. Ils contribuent à la création d'emplois pour les chercheurs d'emploi de leur région tout en proposant des services personnalisés répondant aux besoins de la population locale. Présentes dans les cinq provinces wallonnes, ces structures génèrent une véritable plus-value économique et sociale sur les territoires où elles sont implantées.

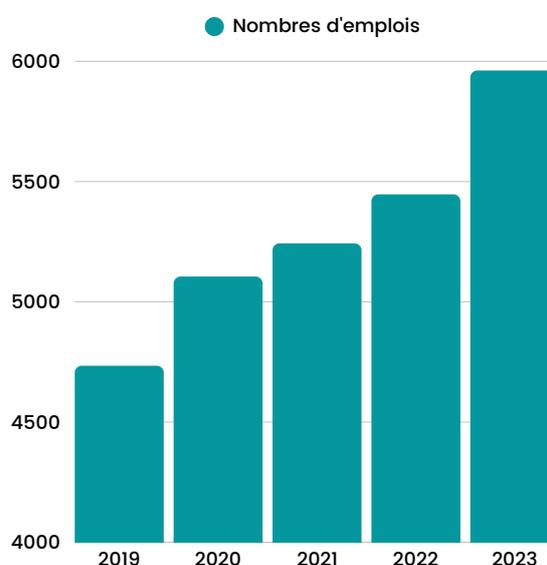


Répartition des EI et IDESS par province

Les provinces de Liège et du Hainaut sont des moteurs du développement des EI et IDESS. Ces dispositifs y sont largement représentés.

Evolution du nombre d'emplois

Avec une croissance moyenne de 5,7 %, nos membres soutiennent la création d'emplois locaux durables et de qualité.



Nos nouveaux membres

En 2024, 2 structures nous ont rejoint. Parmi celles-ci, une entreprise d'insertion et une IDESS.



ACLE Titres-Services

EI

L'ACLE est une entreprise d'insertion active dans le secteur des titres-services. Située à Chaudfontaine, elle propose des services de proximité aux populations locales comme le repassage en central ou le service d'une aide ménagère. Cette société coopérative est adossée à l'ACLE ASBL, une action locale pour l'emploi indépendante qui offre également un service de couture à la population locale. L'entreprise emploie une septantaine d'aides-ménagères.

Adresse :

Voie de l'Air Pure, 102, 4052 Beaufays

Téléphone :

04/383 79 83

Personne de contact :

Emilie RAMET



Le Tremplin ASBL

IDESS

Le Tremplin est une IDESS et une IES Dinantaise ayant développé des activités d'entretien d'espaces verts et de petits travaux de bricolage. Adossée à un CISP, l'ASBL offre également d'autres services à la population locale à travers le développement d'une blanchisserie et d'un magasin de seconde main ou encore un service de déménagement. L'ASBL emploie une trentaine de personnes, principalement sous contrat art 60.

Adresse :

Rue Bribosia, 16, 5500 Dinant

Téléphone :

08/222 61 21

Personne de contact :

Jean-Yves CHABOTEAU

Gouvernance

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2024

La fédération possède un conseil d'administration composé de responsables d'entreprises diversifiées afin d'assurer la représentativité des dispositifs et secteurs d'activités qui composent son membership. Le conseil d'administration guide la stratégie de la fédération.



Ophélie Lababsa
Ekoservices Belgique SCES
Présidente



Denis Morrier
Home Net Services SCES
Vice-Président



Eric Chardon
ACLE SCES
Trésorier



Nathalie Claes
B-Team SCES
Secrétaire



Gérome Halleux
CPAS de Sprimont



Philippe Fudala
Cyreo SCES



Jean-Yves Chaboteau
Le Tremplin ASBL



Bénédicte François
Les coups de pouce
fleurusiens SCES



Vincent Laureys
Pôle des Services SCES



Etienne
Dewandeler
RES ASBL



Hervé Samyn
Neupré Net Services
SCES



Nathalie Bertrand
Tri-Terre SCES



Emmanuelle Simonis
Les fées du services SCES

L'ÉQUIPE 2024

L'année 2024 a marqué le lancement d'un processus de restructuration au sein de la Fédération. Face à une équipe réduite en début d'année, une dynamique de renforcement des ressources humaines a été engagée pour garantir la réalisation des missions et mieux répondre aux attentes des membres. Plusieurs recrutements ont été lancés afin de reconstituer une équipe aux compétences complémentaires, capable de porter les projets stratégiques, d'assurer un accompagnement de qualité et de renforcer la représentation du secteur.

Cette année a également été marquée par la prise de fonction de Guillaume à la coordination de la Fédération.



Guillaume Gillet
Coordinateur

Gestion journalière
Matières juridiques
Conseiller dispositifs
d'insertion



Caroline Zakrajsek
Conseillère

Entreprise d'insertion
Titres-services
jusque août 2024



Elisabeth Steen
Conseillère

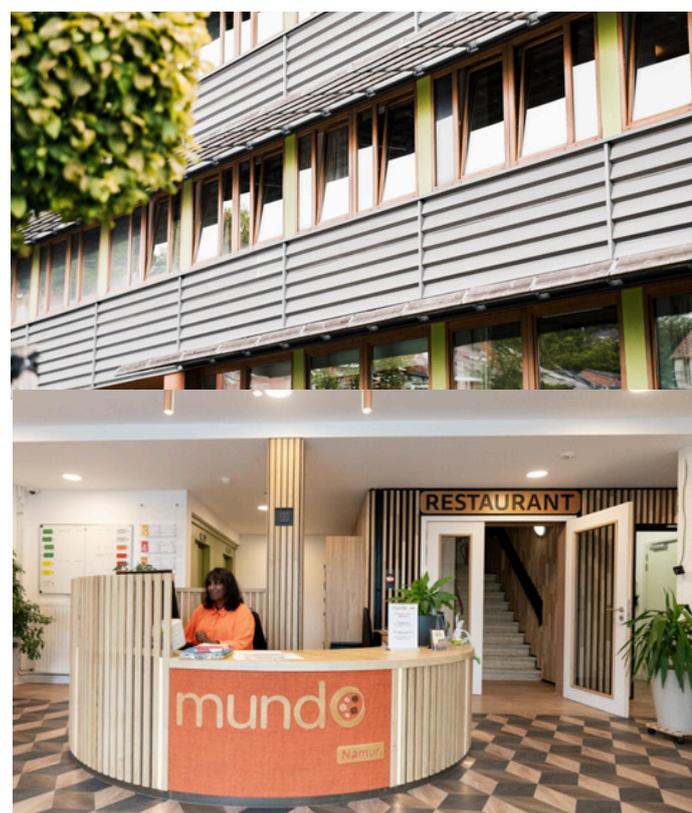
Entreprise d'insertion
Titres-services
depuis octobre 2024

La vie de la Fédé

DEMEMAGEMENT

En mars 2024, la Fédération a quitté ses bureaux liégeois pour s'installer à Namur. Ce déménagement s'inscrit dans une volonté affirmée de renforcer la représentativité géographique de ses membres, répartis sur l'ensemble du territoire wallon, d'Estaimpuis à Stavelot, en passant par Bertrix.

La nouvelle implantation, au cœur de la capitale wallonne, facilite également l'accès aux institutions régionales et renforce les liens avec les autres acteurs du secteur. Les bureaux sont désormais situés au sein du centre Mundo-Namur.



03 Enjeux & perspectives 24-25

Chers membres,

C'est avec fierté et sens des responsabilités que j'ai accepté, en juin 2024, la présidence de la Fédération Initiatives ES. À travers ce mandat, mon objectif est clair : **renforcer la reconnaissance de notre Fédération et de ses membres** comme des acteurs majeurs de la transformation sociale et économique en Wallonie.

L'année 2024 marque un tournant. Le renouvellement politique régional et fédéral ouvre une phase de redéfinition des priorités publiques. Dans ce contexte, **la voix de notre secteur doit se faire entendre** avec clarté. L'économie sociale, et particulièrement les dispositifs d'insertion, doivent être reconnus comme des leviers crédibles face aux défis actuels : précarité, inégalités, mutations du travail, transition écologique.

Être écoutés suppose d'abord d'être visibles. C'est pourquoi je souhaite que la Fédération devienne **un interlocuteur identifié en Wallonie**. Cela passe par un dialogue accru avec les décideurs, mais aussi par une communication plus lisible, stratégique et audacieuse. Il nous faut mieux raconter nos actions, mieux valoriser l'impact de nos entreprises, mieux incarner nos valeurs. En 2025, la Fédération poursuivra donc le renforcement de ses outils de communication et de sensibilisation, avec une attention particulière à la cohérence des messages et à la valorisation de ses membres. Plusieurs chantiers prioritaires structureront l'année 2025 : la consolidation du financement des fédérations, la réforme des agréments, le renforcement des partenariats, ou encore l'évaluation de l'impact social. Le mémorandum 2024 constitue, à cet égard, une feuille de route précieuse : il structure un plaidoyer solide, fondé sur l'expertise du terrain.

Enfin, cette présidence se veut ancrée dans la réalité du secteur. Je souhaite être à l'écoute du terrain, **attentive aux réalités** vécues par les entreprises. La Fédération doit demeurer un espace de ressources, d'appui et de dialogue. Elle tire sa force de l'engagement de ses membres et de leur vision partagée de l'insertion et du progrès social.

Ensemble, affirmons nos ambitions et faisons de 2025 une année de consolidation et de reconnaissance pour notre secteur.

Ophélie LABABSA
Présidente



04 Les missions

Représenter

La Fédération se positionne comme ambassadrice de ses membres et des activités qu'ils développent au service de l'insertion. À ce titre, elle est activement engagée dans une série de mandats institutionnels et d'actions de plaidoyer, en faveur d'une économie sociale durable et inclusive, spécifiquement orientée vers l'insertion des publics les plus éloignés de l'emploi en Région wallonne.

MANDATS ECONOMIE SOCIALE

COMES

- 12 réunions
- 49 avis
- 13 auditions

La **Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale** rend des avis relatifs à trois dispositifs particuliers de l'économie sociale : les entreprises d'insertion, les initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale (IDESS) et les agences-conseils.

CONCERTES

- 7 C.A.
- 4 A.G.
- 7 groupes de travail

ConcertES, plateforme de concertation des organisations représentatives de l'économie sociale, assure la mission de représentation de l'économie sociale, des membres, coopérateurs, travailleurs, investisseurs et autres parties prenantes mobilisées par les entreprises sociales. La Fédération y assure un rôle d'administrateur et la présidence.

CWES

- 8 réunions
- 3 avis rendus
- 2 experts
- 1 contribution

Le **Conseil wallon de l'Économie sociale** rend des avis au Gouvernement wallon sur toute matière relative à l'économie sociale ainsi que sur la mise en œuvre d'actions et de projets spécifiques. Il est également chargé d'élaborer un rapport d'évaluation annuel sur l'exécution annuel du décret.

MANDATS TITRES-SERVICES

À travers trois mandats spécifiques, Initiatives s'engage activement dans la défense et la promotion des valeurs de l'économie sociale au sein du secteur des titres-services. Ces mandats lui permettent de participer aux négociations menées à la fois au niveau régional et fédéral, et de porter la voix des structures d'économie sociale auprès des instances décisionnelles.

Commission paritaire 322.01

4 séances plénières
2 bureaux de
conciliation

La **Sous-commission paritaire 322.01** est la commission paritaire fédérale des entreprises de titres-services. La Fédération est reconnue comme organisme représentatif des employeurs depuis 2012. Elle y représente les entreprises d'économie sociale dans les négociations sectorielles.

FORM TS

Le **Fonds de formation sectoriel des titres-services** est le fonds sectoriel de formation belge, expert du secteur des titres-services. Avec le fonds de soutenabilité créé en son sein en 2018, FORM TS travaille sur la mise au point d'une politique de formation pour tous les travailleurs ouvriers et toutes les entreprises du secteur, en développant et coordonnant des initiatives de formation et en les faisant connaître. La Fédération siège au conseil d'administration de FORM TS.

Commission d'agrément TS

7 réunions
22 avis
19 auditions

La **Commission consultative d'agrément des entreprises Titres-Services** est chargée de remettre un avis concernant l'octroi ou le retrait d'agrément des entreprises Titres-services. La Fédération est mandatée depuis 2016 par ConcertES pour y siéger.

PLAIDOYER POLITIQUE

L'année 2024 a été marquée par un tournant politique majeur avec **les élections régionales wallonnes de juin**. La formation d'une coalition « bleue-azure » – rassemblant le Mouvement Réformateur et Les Engagés – annonce un changement de cap pour la législature 2024–2029, tant sur les plans budgétaire et économique que social.

Ce nouveau gouvernement affiche des priorités claires: **responsabilisation, activation, rationalisation des dispositifs et simplification administrative**. Cette orientation implique une reconfiguration progressive des politiques de l'emploi, de la formation et de l'insertion. Les premières mesures annoncées, notamment en matière de contrôle renforcé, de conditionnalité des droits ou de réallocation des moyens, auront des **répercussions concrètes sur le secteur de l'économie sociale d'insertion**.

Dès l'entame de la législature, la Fédération Initiatives a activement engagé son travail de plaidoyer. Des **rencontres ont été organisées avec les ministres en charge de l'emploi et de l'économie sociale**, afin de valoriser les apports du secteur en matière d'insertion socioprofessionnelle, d'accompagnement social et de création d'emplois utiles. L'objectif est clair: affirmer **la place de nos membres comme partenaires stratégiques** dans les politiques de remise à l'emploi des publics les plus fragilisés (chômeurs de longue durée, malades de longue durée, personnes précarisées...).



La Fédération poursuivra en 2025 son rôle de **relais, d'interlocuteur** et de **force de proposition** auprès des cabinets et administrations, dans une logique constructive, soucieuse d'articuler efficacité économique et utilité sociale.

ENTREPRISES D'INSERTION

L'année 2024 a été **relativement stable** pour le secteur des entreprises d'insertion (EI).

Bien que l'intérêt de nombreux porteurs de projet reste marqué, le nombre de nouvelles sociétés coopératives agréées n'a pas connu de progression significative par rapport aux années précédentes. Au 31 décembre 2024, la Wallonie comptait **99** entreprises d'insertion, dont 1 créée au cours de l'année.

Cette stagnation illustre la **nécessité d'adapter le dispositif aux réalités de terrain**. Les freins à l'entrée et au développement sont nombreux, comme détaillé dans le mémorandum 2024–2029 de la Fédération.

Parallèlement, un **processus de simplification administrative** a été initié en 2024 dans le cadre des priorités du nouveau gouvernement wallon. Il se poursuivra en 2025 avec pour objectif de faciliter la gestion quotidienne des EI.

IDESS

Pour rappel, l'année 2023 a été particulièrement difficile pour les structures IDESS, fragilisées par l'**inflation des coûts** et l'**absence de mécanismes de revalorisation** ou d'**indexation des subventions**.

Le refinancement tant attendu est intervenu en 2024. L'arrêté du 6 juin 2024, adopté par le Gouvernement wallon, prévoit une **augmentation de 10 % des subventions** ainsi que leur **indexation annuelle**. Cette réforme a également introduit une **clarification des fonctions d'encadrement**, désormais réparties entre l'encadrement technique et l'accompagnement social, depuis son entrée en vigueur en septembre 2024. D'autres mesures viennent renforcer le dispositif, telles que la possibilité de **renouveler la subvention « véhicule »** en transport social ou encore l'**augmentation du taux de bénéficiaire raisonnable**.

Malgré ces avancées, 2024 reste une année de transition. Les effets concrets de la réforme se font encore attendre, et les structures agréées continuent de faire face à des **tensions, notamment en matière de trésorerie**. L'**irrégularité des périodes de liquidation** des subventions engendre une **incertitude préjudiciable**, en particulier pour les IDESS les plus dépendantes de ces financements.

Pour autant, les **perspectives sont encourageantes**. La demande en services de proximité est en hausse, et de nouveaux besoins émergent, notamment à travers les expérimentations menées dans le cadre des projets pilotes « TerritoiR'ES » (anciennement Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée). Le **budget global** alloué au dispositif a par ailleurs été **revu à la hausse en 2024**, signe d'une volonté politique de consolidation.

TERRITOIRES ZÉRO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE

En 2024, la Wallonie poursuit l'expérimentation des Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD), renommés **Territoir'ES** pour « Territoires de Réparation par l'Économie Sociale ». Ce projet vise à ramener vers l'emploi des personnes durablement éloignées du marché du travail, en créant des emplois utiles, construits à partir des besoins des territoires et des compétences des personnes concernées. **Dix-sept territoires** sont engagés pour un **budget de 104 millions d'euros**, cofinancé par la Région wallonne et le Fonds social européen.

Leur mise en œuvre reste contrastée : **certains territoires sont pleinement opérationnels** et ont lancé des activités de proximité, tandis que **d'autres peinent encore à démarrer**, faute de clarté sur les modalités de subventionnement. La complexité des règles combinées – régionales et européennes – freine en effet le déploiement de plusieurs projets. À l'horizon 2026, les porteurs devront relever deux défis majeurs : lancer des activités dans les délais et démontrer la pertinence et l'impact des territoires par rapport aux dispositifs existants.

Plusieurs réflexions sont en cours pour assurer la pérennité des projets après 2026. Une piste envisagée serait **leur intégration progressive dans le dispositif IDESS**, compte tenu des convergences observées : services de proximité, ancrage territorial fort, et réponse à des besoins sociaux. La Fédération se réjouit de cette orientation, synonyme de cohérence et d'opportunités pour les IDESS existantes.

REPRESENTATION EUROPEENNE

En février 2024, la Fédération a pris part aux **Rencontres européennes de l'économie sociale organisées à Liège**. Cet événement d'envergure a réuni de nombreux acteurs du secteur issus de toute l'Union européenne, autour des **grandes transitions à l'œuvre** dans l'économie sociale : numérique, inclusive et écologique.

La Fédération y a représenté les dispositifs d'insertion wallons, en valorisant leurs spécificités et en échangeant avec ses homologues européens sur les défis communs.



MEMORANDUM 2024-2029

À l'occasion des élections de juin et octobre 2024, la Fédération InitiativES a coconstruit, en collaboration étroite avec ses membres, un **Mémoire destiné à éclairer les décisions de la prochaine législature**.

Fruit de groupes de travail, de visites de terrain et de rencontres avec les structures membres, ce document rassemble **77 propositions concrètes**. Elles traduisent les réalités vécues par le secteur, tout en formulant des **perspectives d'évolution** pour les dispositifs d'insertion.

Porté par une vision ambitieuse, ce Mémoire défend une économie sociale tournée vers l'avenir, plaçant **l'insertion au cœur des transitions** – qu'elles soient sociales, économiques, numériques ou écologiques – afin de répondre aux défis actuels et aux mutations profondes de notre société.

La Fédération y plaide pour un financement adapté à la réalité de terrain, afin qu'il tienne compte de la taille des structures et des réalités sectorielles. Elle appelle également à moderniser les dispositifs, en facilitant l'entrée de nouveaux opérateurs, en soutenant les innovations (notamment numériques et écologiques), et en élargissant les critères d'éligibilité du public-cible. Elle insiste sur la nécessité de valoriser les entreprises d'insertion comme lieux d'expertise sociale et économique, et encourage leur développement dans des secteurs émergents à fort potentiel d'emploi.

Par ailleurs, InitiativES défend une approche centrée sur l'impact social, en promouvant des mécanismes d'évaluation et en renforçant les conditions d'accompagnement des publics les plus éloignés de l'emploi. Elle propose d'adapter le dispositif IDESS aux besoins actuels des territoires et des publics, en diversifiant les activités autorisées et en supprimant certaines limitations d'accès. Enfin, elle soutient les enseignements des projets pilotes (notamment TerritoiR'ES), la mutualisation des fonctions clés comme l'accompagnement social dans les petites structures, et la préservation de l'accessibilité aux services pour les publics précarisés.

Plus d'infos : <https://initiatives.be/wp-content/uploads/2024/04/MEMORANDUM-INITIATIVES-2024-2029.pdf>



TITRES-SERVICES

La fédération s'investit fortement dans la thématique des titres-services. Grâce à ses différents mandats au sein de la commission paritaire, du fonds social et de la commission d'agrément titres-services, elle contribue activement à la représentation de l'économie sociale dans les négociations sociales liées à ce dispositif. Cet investissement important pour le dispositif des titres-services se justifie par une grande compatibilité de ce dispositif avec l'agrément "entreprise d'insertion". En effet, 63% des entreprises d'insertion sont actives dans le secteur des titres-services.



L'année 2024 a débuté sous le signe de la **réforme wallonne du dispositif des titres-services**, entrée en vigueur le 1er janvier. Cette réforme visait à répondre aux déséquilibres structurels du secteur par un ensemble de mesures de stabilisation. Parmi celles-ci figuraient :

- Une revalorisation du barème tarifaire, avec le passage du prix du titre de 9€ à 10€
- La mise en place d'une indexation automatique semestrielle du titre et de son remboursement
- L'interdiction de facturer des frais complémentaires aux utilisateurs
- L'amélioration du remboursement des déplacements domicile-travail des aide-ménagères

Ces mesures laissent entrevoir une évolution positive du dispositif.

Cependant, plusieurs événements sont venus fragiliser cet équilibre. Le 4 octobre 2024, le **Conseil d'État a suspendu l'article 1er de l'arrêté wallon du 1er décembre 2023**, à la suite d'un recours introduit par certains acteurs du secteur. Cet article interdisait la facturation des frais complémentaires, obligeait la mise en place d'une analyse des risques pour les travailleurs par les employeurs et encadrait la revalorisation des remboursements de frais de déplacement. Cette décision a profondément déstabilisé le secteur, remettant en cause la logique de quasi-marché et la soutenabilité du travail maintenue par la réforme du dispositif.

Par ailleurs, une crise sociale survenue en fin d'année 2023 a eu des répercussions durables sur la concertation en 2024. Le 26 décembre 2023, deux fédérations patronales, Federgon et Vlaams Platform DCO, ont **dénoncé de manière unilatérale la convention collective de travail garantissant la prime syndicale et la prime de fin d'année des aides-ménagères**. Cette rupture a plongé le secteur dans plusieurs mois d'incertitude et rompu le climat de confiance entre les partenaires sociaux, bloquant ainsi toute avancée dans les négociations.

Ce n'est que le 23 décembre 2024 qu'un nouvel accord a pu être trouvé pour rétablir la convention collective relative à ces primes. Ce nouvel accord, perçu comme une avancée significative vers un climat social plus serein, a permis de recréer les conditions nécessaires à la reprise des négociations sectorielles. De nouvelles réunions de la commission paritaire ont alors été programmées.

EN RÉSUMÉ

Si l'année 2024 avait commencé sous des auspices favorables grâce à une réforme ambitieuse et porteuse d'améliorations concrètes, sa mise en œuvre a été fortement perturbée. Le recours au Conseil d'État a ravivé les incertitudes économiques, et la dénonciation de la CCT sur les primes a freiné le dialogue social pendant de longs mois. Ces événements ont altéré la confiance entre les acteurs du secteur. Toutefois, la résolution progressive des tensions en fin d'année offre une perspective de relance du dialogue pour 2025 sur des bases plus stables.

En 2024, la fédération a donc travaillé sur le rétablissement d'un climat de confiance au sein du banc patronal pour tenter de relancer les négociations sociales dans l'intérêt des entreprises et de leurs travailleurs. Plusieurs réunions entre organisations patronales ont été organisées afin de travailler à la création d'un climat de concertation serein.

Sur le plan opérationnel, la rentabilité des entreprises reste préoccupante bien qu'il y ait des divergences entre les structures. Une première analyse révèle que **seulement 62 % des entreprises d'insertion actives dans le secteur des titres-services sont rentables, avec une rentabilité moyenne de seulement 5 centimes par titre-service**. Ce faible rendement semble principalement lié à l'absentéisme des travailleurs et aux difficultés de recrutement rencontrées par le secteur.

Le récent changement politique représente une opportunité pour la fédération de réaffirmer sa position auprès du nouveau ministre de tutelle, Monsieur Jeholet. Une première rencontre, tenue le 11 octobre 2024, a permis à la fédération de **se positionner comme un acteur clé du dispositif titres-services** et de présenter une première série de recommandations visant à garantir sa pérennité. Ce travail a rythmé la fin de l'année 2024 et se poursuivra en 2025 afin que la réforme annoncée par le Ministre réponde aux difficultés rencontrées par les acteurs du terrain.

Pour 2025 et au-delà, notre priorité sera de **poursuivre notre mission de plaidoyer auprès du Ministre Jeholet** afin de défendre l'économie sociale d'insertion dans ce secteur. Nous continuerons à porter notre vision et nos propositions pour que **la réforme annoncée du dispositif tienne compte de nos recommandations**.

NOS RECOMMANDATIONS SUR LES TITRES-SERVICES

Le modèle

Garantir la pérennité du dispositif en veillant à un équilibre équitable entre coûts et recettes, tout en tenant compte de l'ensemble des parties prenantes, notamment en :

- encadrant le versement de dividendes aux actionnaires des entreprises ;
- maintenant l'**interdiction des frais complémentaires** à charge des bénéficiaires ;
- **régionalisant la commission paritaire** pour faciliter la négociation sociale ;
- préservant l'étendue actuelle des activités couvertes par le dispositif.

La formation

Réactiver le rôle de tremplin vers l'emploi du secteur afin de lutter contre l'absentéisme lié aux troubles musculosquelettiques, en :

- accordant aux entreprises un **quota d'heures de formation** à répartir entre les travailleurs, en fonction de leurs besoins et aspirations professionnelles ;
- augmentant la part des **formations agréées** favorisant la **réorientation professionnelle** des salariés ;
- et en facilitant l'accès des travailleurs à temps partiel au **congé-éducation payé**, afin de mieux les accompagner dans leur parcours de formation.

Le recrutement

Renforcer l'attractivité du métier afin de faciliter le recrutement et répondre à la demande croissante des ménages, en :

- mettant en place une stratégie efficace de **valorisation des métiers en pénurie**, spécifiquement pour la fonction d'aide-ménagère ;
- menant des **campagnes ciblées** de sensibilisation à destination des demandeurs d'emploi ;
- réintroduisant le **remboursement intégral de l'abonnement social** ;
- et en révisant la référence temps plein afin d'intégrer la pénibilité spécifique à cette profession.

SERVICES AUX MEMBRES

La Fédération développe une **offre de services variée** à destination de ses membres, en lien direct avec leurs besoins et les enjeux du secteur. Cela inclut la mise à disposition d'**outils pratiques**, l'organisation de **formations ciblées**, la conduite de **projets structurants**, ainsi qu'une **veille politique** régulière et contextualisée.

Dans le cadre de cette mission, **Initiatives ES organise également des activités** favorisant les échanges entre structures, le partage d'expériences, le renforcement des pratiques professionnelles, ainsi que le réseautage. Ces dynamiques permettent aussi de **nourrir les synergies avec les partenaires institutionnels et les autres réseaux du secteur**.

À ce titre, la Fédération est particulièrement active au sein de ConcertES, la coupole francophone de l'économie sociale, et entretient de **nombreuses collaborations avec les acteurs de l'économie sociale en Wallonie**.

ÉCHANGES & RÉSEAUTAGE

Le réseautage entre membres constitue un levier essentiel pour stimuler les échanges, mutualiser les expériences et soutenir le développement du secteur de l'insertion en économie sociale. Les **organes de décision, les groupes de travail, les webinaires thématiques ainsi que les événements annuels** organisés par la Fédération participent activement à cette dynamique collective.

Parallèlement, l'équipe veille à renforcer les partenariats structurels, en particulier avec ConcertES et ses organisations membres, notamment le Réseau d'Entreprises Sociales (RES). Ces collaborations permettent de consolider les liens avec les acteurs stratégiques du secteur et de porter une voix commune sur des enjeux partagés. À l'occasion des événements organisés par les acteurs de l'économie sociale, de l'emploi et de l'insertion socioprofessionnelle, la Fédération veille à promouvoir les dispositifs d'insertion, à nouer de nouvelles synergies et à faire entendre les défis rencontrés par ses membres.



SENSIBILISATION

En 2024, la Fédération a poursuivi activement ses actions de sensibilisation aux dispositifs d'insertion et à l'économie sociale, en mettant en lumière leur rôle structurant dans les réponses aux défis sociaux, économiques et environnementaux actuels.

À travers diverses interventions et participations à des événements, elle a contribué à faire connaître les spécificités des entreprises d'insertion, des IDESS et des initiatives d'économie sociale auprès d'un public élargi. Ces démarches ont suscité un intérêt croissant, de la part des citoyens, des porteurs de projet et des acteurs locaux, pour les solutions concrètes, durables et inclusives proposées par ces entreprises actives sur le terrain. Elles ont également permis de rappeler que ces structures sont à la fois des leviers d'emploi pour les publics éloignés du marché du travail et des acteurs engagés dans le développement territorial et la transition juste.

PARTICIPATION À DES ÉVÈNEMENTS

- 7 ateliers de sensibilisation à l'économie sociale d'insertion (CRVI, FOREM, SAW B, ConcertES...)
- 5 évènements inauguraux (entreprises membres, pôle de synergies, partenaires d'économie sociale, ...)

COMITÉ STRATÉGIQUE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Dans le prolongement de concertations portées notamment par ConcertES, un comité stratégique dédié à l'économie sociale a vu le jour au sein du FOREM afin de renforcer les liens entre le service public de l'emploi et les acteurs de l'économie sociale.

Le comité a pour mission principale l'élaboration et le suivi de plans d'actions annuels, en vue de répondre concrètement aux besoins en terme d'emploi et de recrutement. Il œuvre à l'identification des leviers et des actions à mettre en place pour mieux articuler les dispositifs du FOREM avec les réalités du terrain.

Ce comité réunit des représentants des partenaires sectoriels ainsi que des collaborateurs du FOREM, tant du siège central que des services territoriaux.

FORMATIONS

Tout au long de l'année 2024, la Fédération a proposé plusieurs formations en présentiel à destination des managers, du personnel administratif, des accompagnateurs sociaux, des encadrants techniques et des travailleurs.

16 formations ont été proposées, animées par l'équipe ou par des intervenants externes. Comme l'année précédente, une quarantaine de personnes issues de 27 entreprises membres ont pu être formées. Certaines sessions ont toutefois dû être annulées faute de participants. La Fédération poursuit ses efforts pour ajuster son offre aux besoins des entreprises.

Parmi les thématiques abordées en 2024 : gestion d'équipe, gouvernance, formations techniques, ressources humaines et accompagnement social.



CONSULTANCE ET VEILLE POLITIQUE

En 2024, la Fédération a poursuivi sa **mission d'accompagnement et de soutien technique** à destination de ses membres, que ce soit de manière individuelle ou collective. Dans un contexte toujours marqué par des **incertitudes socio-économiques** (post-COVID, crise énergétique, guerre en Ukraine), elle a renforcé ses efforts pour offrir une **veille thématique ciblée** et des outils pratiques facilitant la gestion, la conformité et le développement des structures.

Parmi les actions menées :

- Information et conseil sur les **obligations liées aux agréments** (EI, IDESS, IES, TS) ;
- Suivi actif des **évolutions réglementaires** : décrets, arrêtés, circulaires et notes administratives ;
- **Articles thématiques** sur l'évolution du droit social, du droit du travail et de la gouvernance ;
- Accompagnement à la **transformation juridique** (mise en conformité des statuts, passage en société coopérative, etc.) ;
- Veille sur les **appels à projets régionaux, fédéraux et européens** ;
- **Webinaires et modules d'autoformation** sur les grandes réformes à venir (réforme des aides à l'emploi, réforme des subventions, etc.) ;
- **Appui stratégique** sur les questions de gouvernance, gestion RH, structuration ou diversification des activités.

Cette activité de consultance et de veille renforce la mission première de la Fédération : **sécuriser, valoriser et faire progresser les initiatives de ses membres** en économie sociale d'insertion, dans une logique de proximité, d'expertise et d'adaptabilité.

PROJETS



Le **projet HORIZON** a constitué l'**action phare de la Fédération** en 2023 et durant le premier semestre 2024. Il s'inscrit dans le prolongement du projet « Avenir des EI » (2020–2021), qui avait dressé un état des lieux du dispositif des entreprises d'insertion en Wallonie. Ces deux initiatives ont bénéficié du soutien financier de la Région wallonne.

HORIZON vise à **stimuler la création, le développement et la promotion des entreprises d'insertion** dans l'écosystème de l'économie sociale. Il s'articule autour de trois volets d'activités complémentaires, alignés sur les priorités des politiques de relance régionales.

Le projet s'est clôturé à l'été 2024 avec la réalisation de deux livrables majeurs :

- une **plateforme collaborative** à destination des accompagnateur-trices sociaux-aux,
- un **recueil de fiches thématiques** et de bonnes pratiques.



Ces outils font l'objet d'une **campagne de promotion et de diffusion tout au long de 2024 et 2025**, afin d'en maximiser l'impact auprès des structures concernées et d'atteindre les objectifs de transformation poursuivis par le projet. Cette campagne s'est notamment distinguée par la **présentation de la plateforme CoactivES** lors des **Journées de l'accompagnement social** et de la **Matinée de l'insertion**. Elle a également permis de diffuser largement le recueil auprès des acteurs du secteur, de promouvoir la plateforme auprès des EI et IDESS, et de créer une véritable dynamique autour de celle-ci en l'enrichissant régulièrement par des articles, des bonnes pratiques et des ressources pertinentes.



La fédération agit comme vecteur de communication entre ses membres mais aussi comme relai auprès d'acteurs pertinents qu'ils soient de la société civile ou des institutions publiques.

Communication entre les membres

Afin de développer des opportunités d'échanges entre les membres, la fédération met en place :

DES ÉVÈNEMENTS

Chaque année la fédération met un point d'honneur à organiser des événements enrichissants et fédérateurs pour permettre aux membres de se rencontrer, d'échanger et ainsi stimuler la création de liens porteurs de développement de synergies et de projets communs. C'est l'occasion également pour la fédération de récolter auprès de ses membres des informations pour développer ses plaidoyer mais aussi de leur rappeler notre présence et le soutien que nous pouvons leur apporter. Cette année 3 événements ont été organisés.



MATINÉE DE L'INSERTION

La matinée de l'insertion a rassemblé en décembre une septantaine de participants représentant une quarantaine d'entreprises. Comme chaque année, nous avons invité d'autres organisations à nous rejoindre afin de fournir aux membres une matinée riche en information. Cette année, c'est le FOREM et la Direction de l'Economie Sociale qui nous ont rejoints pour aborder différentes thématiques tels que les aides à l'emploi ou encore l'actualité et les perspectives d'avenir du secteur.

JOURNÉES DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Les deux journées de l'AS organisées en Octobre à Namur et à Mons ont permis de rassembler une quarantaine d'accompagnatrices sociales sur la thématique des limites personnelles dans l'exercice des fonctions d'AS en EI. A travers différents ateliers, celles-ci ont été amenées à partager leurs difficultés et à échanger sur des bonnes pratiques pour surmonter celles-ci. Le développement d'une nouvelle convention avec le FOREM a également été discuté.

DES PROJETS

Dans une démarche d'amélioration continue de ses pratiques, la fédération développe divers projets visant à renforcer la communication avec et entre les membres. Ces initiatives répondent généralement à des besoins exprimés par ces derniers, pour lesquels nous cherchons à apporter des solutions concrètes afin d'enrichir leur expérience de travail au sein des structures d'insertion en économie sociale.



Développée dans le cadre du projet Horizon, cette plateforme vise à renforcer la communication entre les accompagnateurs sociaux du secteur.

Elle propose plusieurs fonctionnalités facilitant le partage de documents, de ressources et d'outils, garantissant ainsi un accès continu à l'information produite par ses membres. Un forum permet également des échanges informels sur des questions du terrain. Lancée officiellement en octobre, à l'occasion des journées de l'AS la plateforme rassemble déjà plus de 90 utilisateurs.

La fédération poursuit le développement de cet outil collaboratif en publiant des articles de bonnes pratiques partagées par les utilisateurs, en organisant des webinaires, et en enrichissant régulièrement la plateforme de nouvelles ressources.

UN CRM

Dans le but d'améliorer la gestion de nos relations avec les membres, Initiatives développe actuellement un CRM. Il s'agit d'un ensemble d'outils numériques permettant aux organisations de mieux gérer, analyser et optimiser leurs interactions avec les membres et partenaires tout au long de leur parcours.

Ce dispositif facilitera notamment l'organisation d'événements, de webinaires et de formations, tout en offrant une expérience utilisateur renforcée.

Ce projet est mené en collaboration avec l'ASBL bruxelloise Banlieues, qui accompagne les structures dans leur transition numérique et leur accès aux technologies de l'information et de la communication.

Nous visons une mise en œuvre de l'outil au cours de l'année 2025.

Communication vers les membres et les acteurs pertinents

La fédération a développé différents canaux de partage d'information afin de communiquer l'actualité et ses positionnements aux membres, à la société civile et aux institutions publiques.



Présence sur les réseaux sociaux

49 publications

Publications régulières sur LinkedIn et Facebook afin de communiquer sur les opportunités de formation qu'offre la fédération et sur les actions mises en place pour défendre les dispositifs qu'elle représentent.



Newsletters et articles

10 éditions et 8 articles

Envoi d'une Newsletter et publication d'articles pertinents sur le site internet à destination des membres pour les informer des événements fédérateurs organisés, des positionnements et de l'actualité.



Courriers et communiqués

14 communications

Rédaction et envoi de courriers officiels et de communiqués de presse pour alimenter la réflexion des politiques et des médias de notre vision et de nos recommandations sur des thématiques controversées.



Séances d'information

4 présentations

Participation à des séances d'information organisées par des acteurs de terrain pour informer et promouvoir les dispositifs auprès de porteurs de projet ou de publics cibles potentiels.

05

Les membres

Nom de l'entreprise	Secteur d'activité	Province	Agrément
ACLE TITRES-SERVICES	Titres-Services	LIE	EI
ADIEU POUSSIERES CENTRE ET BORINAGE	Titres-Services	HAI	EI
ADM VILLAGE N°1	Services divers	BW	EI
AGE D'OR SERVICES LIEGE	Titres-Services	LIE	EI
ALPHA SERVICES LIEGE	Services divers	LIE	EI
ASBL CSD Bassin Charleroi	Trans. soc.	HAI	IDESS
ASBL CSD CENTRE ET SOIGNIES	Brico - Trans. soc.	HAI	IDESS
ASBL ESSOR	Brico. - Jard.	HAI	IDESS
ASBL FLEUR SERVICE SOCIAL	Maga. soc. - Trans. soc.	LIE	IDESS
ASBL GAL	Trans. soc.	LIE	IDESS
ASBL LE COUDMAIN	Brico. - Jard.	LIE	IDESS
ASBL LE TREMLIN	Brico. - Jard.	NA	IDESS
ASBL LES COMPAGNONS DE LA MAISON	Brico. - Jard.	LUX	IDESS
ASBL RACYNES	Brico. - Jard. - Trans. soc. - Maga. soc.	LIE	IDESS
ASBL RESSOURCERIE LE CARRE	Maga. soc.	HAI	IDESS
ASSOCIATION DE CPAS INTEGRA PLUS	Brico. - Jard. - Trans. soc. - Maga. soc.	LUX	IDESS
A'TOUT FER	Titres-Services	HAI	EI
AU PLUS NET	Titres-Services	NA	EI
BIP EXPRESS	Titres-Services	LIE	EI

BOTHANET SERVICES	Titres-Services	NA	EI
BTEAM	Titres-Services	BW	EI
CAIPS		LIE	FEDE
CLIC & NET SERVICES	Titres-Services	HAI	EI
COMET SERVICES	Tri & Recyclage	HAI	EI
CORTIBAT	Bâtiment	LIE	EI
CORT'IDESS	Jardi.	HAI	IDESS
CORTI'TREIZE	Horeca	LIE	EI
COULEUR TERRE	Bâtiment	NA	EI
CPAS BEYNE HEUSAY	Brico. - Jardi. - Trans. soc.	LIE	IDESS
CPAS BINCHE	Trans. soc. - Maga. soc.	HAI	IDESS
CPAS CHAUDFONTAINE	Brico. - Jardi. - Trans. soc. - Maga. soc.	LIE	IDESS
CPAS de FLERON	Brico. - Jardi.	LIE	IDESS
CPAS de SPRIMONT	Brico. - Jardi. - Trans. soc. - Maga. soc.	LIE	IDESS
CPAS ESNEUX	Brico. - Jardi.	LIE	IDESS
CPAS VIROINVAL	Jardi. - Trans. soc.	NA	IDESS
CYREO SCRL FS	Tri & Recyclage	NA	EI
DEFI ONE	Services divers	HAI	EI
DURECO	Tri & Recyclage	LUX	EI
ECODIPAR	Titres-Services	LIE	EI
EKO SERVICES REGION DU CENTRE	Titres-Services	HAI	EI

EKO SERVICES WALLONIE PICARDE	Titres-Services	HAI	EI
EKOSERVICE JURBISE	Titres-Services	HAI	EI
EKOSERVICES BELGIQUE	Titres-Services	HAI	EI
FEBECOOP		LIE	FEDE
FESTA SERVICES	Titres-Services	HAI	EI
G'ESTIME 2	Titres-Services	HAI	EI
HAUTE MEUSE NET SERVICES 2	Titres-Services	LIE	EI
HOME NET SERVICE	Titres-Services	LIE	EI
ISOPROJECT	Bâtiment	HAI	EI
JEFAR T SERVICES	Titres-Services	LIE	EI
LA COOPERATIVE ARDENTE	Alimentaire	LIE	EI
LA COOPERATIVE DE LA SAVONNERIE	Titres-Services	NA	EI
LA LOCOMOBILE	Services Divers	LUX	EI
LA MAISON DES SERVICES	Titres-Services	HAI	EI
LA PETITE FEE DU LOGIS	Titres-Services	HAI	EI
LA RESSOURCERIE NAMUROISE	Tri & Recyclage	NA	EI
LA TABLE DES HAUTES ARDENNES	Horeca	LUX	EI
LE GRAND MENAGE	Titres-Services	HAI	EI
LE RATON LAVEUR	Titres-Services	HAI	EI
LES COUPS DE POUCE 2	Titres-Services	HAI	EI
LES FEES DU SERVICE	Titres-Services	LIE	EI

LES LAVANDIERES DU BONALFA	Services divers	LUX	EI
MADAME EST SERVIE HUY	Titres-Services	LIE	EI
MAXINET-CENTRE	Titres-Services	HAI	EI
MDM FACILITIES	Services divers	HAI	EI
META SERVICES	Titres-Services	LIE	EI
MEUSINSER	Services divers	LIE	EI
NAMOCLEAN	Titres-Services	NA	EI
NATISE	Titres-Services	NA	EI
NELTANE SCRL FS	Bâtiment	HA	IES
NETTOYAGE ET PROPRETE	Services divers	LIE	EI
NEUPRE NET SERVICES	Titres-Services	LIE	EI
POLE DES SERVICES	Titres-Services	NA	EI
PROGRESKOM	Services divers	LUX	EI
PROP'HOUSE	Titres-Services	HAI	EI
PROXISERVICE	Titres-Services	HAI	EI
RAPPEL	Tri & Recyclage	BW	EI
RECOL'TERRE	Tri & Recyclage	LIE	EI
REPASS EXPRESS	Titres-Services	HAI	EI
RES ASBL		LIE	FEDE
RETRIVAL	Tri & Recyclage	HAI	EI
SAMBRE SERVICES	Titres-Services	HAI	EI

SAMBRE SERVICES 2	Titres-Services	HAI	EI
SAW-B ASBL		HA	FEDE
SCRL FS AV Services (Aywaille Verviers)	Brico. - Jardi.	LIE	IDESS
SCRL FS EURO SERVICES QUALITE	Brico. - Jardi.	HAI	IDESS
SECONET	Services divers	HAI	EI
SECOPASS	Titres-Services	HAI	EI
SERESA SUPPORT SCRLFS	Services divers	BW	EI
SERVI+	Services divers	LIE	EI
SERVIDIS	Titres-Services	LIE	EI
SERVINAM	Titres-Services	NAM	EI
SOFIE	Tri & Recyclage	LIE	EI
STAV'CLEAN	Titres-Services	LIE	EI
STEPPE SERVICES	Titres-Services	LIE	EI
SWD Group SC	Titres-Services	LIE	EI
TOP'NET	Titres-Services	HAI	EI
TRINK HALL CAFE	Horeca	LIE	EI
TRI-TERRE SAFS	Tri & Recyclage	LIE	EI
TRUSQUIN TITRES SERVICES	Titres-Services	LUX	EI
VIN DE LIEGE SCES	Alimentaire	LIE	IES
VIT'ALE MANNE	Titres-Services	HAI	EI

06 Contact



Fédération wallonne des Entreprises d'Insertion, des Initiatives de Développement de l'Emploi dans les secteurs des Services de proximité à finalité Sociale et des Initiatives d'Economie Sociale

Coordonnées :

BCE : 0885.885.855
98 rue Nanon
5000 NAMUR

Infos et contacts :

www.initiatives.be / info@initiatives.be
Présidente - Ophélie LABABSA : o.lababsa@ekoservices.be
Coordinateur - Guillaume GILLET : g.gillet@initiatives.be - 0497/19.01.66